

Bref

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

Activité économique, emploi et formation continue dans l'industrie : IMPACT D'UNE RÉCESSION

Entre 1990 et 1995, l'industrie française a connu une récession qui a profondément affecté la structure de l'emploi. La formation professionnelle continue n'a cependant pas connu la même inflexion et a évolué de façon contrastée dans les entreprises selon leur taille ou leur secteur d'activité. Elle semble avoir pris une part active dans les recompositions de l'emploi, comme en témoignent les évolutions des possibilités d'accès à la formation des différentes catégories socioprofessionnelles.

De 1990 à 1995, l'industrie connaît globalement un ralentissement de l'activité, en particulier en 1993, année de forte récession (cf. tableau ci-dessous).

Dans ce contexte, le taux d'investissement diminue (- 20,2 %) et l'emploi apparaît sérieusement touché (- 9,4 %), même si ce mouvement s'inscrit dans une tendance de long terme. L'industrie représentait, en effet, en France environ le tiers de l'emploi salarié total lors du second choc pétrolier, le quart en 1990 et seulement 21 % en 1995. En l'espace de quinze ans, le nombre d'emplois industriels a chuté de 27 %¹, se stabilisant cependant en 1995.

MOINS D'EMPLOIS, MAIS UNE MAIN-D'ŒUVRE PLUS QUALIFIÉE...

Globalement, on assiste à un transfert d'emplois vers des entreprises du tertiaire concourant à la production industrielle¹.

¹ Selon les données du Service des statistiques industrielles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI).

De plus, la productivité apparente du travail ne cesse de s'accroître dans l'industrie *stricto sensu* (+ 16,4 %). Dans ce contexte marqué par des problèmes de rentabilité, l'emploi apparaît comme un élément d'ajustement à la fois quantitatif, par une réduction du nombre global des emplois, mais aussi qualitatif par le renforcement des catégories socioprofessionnelles les plus qualifiées. Le nombre des ingénieurs et cadres progresse en effet de 13 % et celui des techniciens et agents de maîtrise (TAM) de 8 %. À l'opposé, les ouvriers non qualifiés (ONQ) connaissent une réduction de leur effectif (- 23 %). Les ouvriers qualifiés (OQ) et les employés enregistrent également des pertes d'emploi mais uniquement entre 1990 et 1993 et à un rythme plus lent (respectivement de - 9 % et - 6 %) avec un redressement à partir de 1993 (de + 7 % et + 3 %).

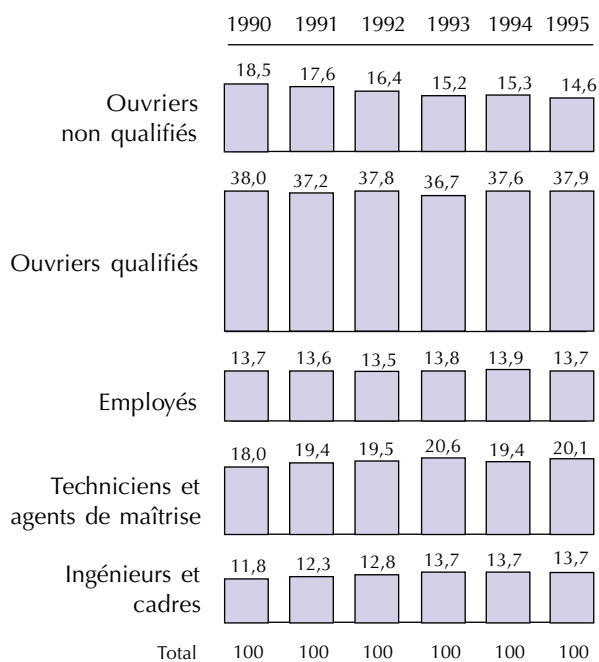
De fait, on assiste à une déformation en profondeur de la structure des emplois par catégories socioprofessionnelles. En 1990, les ingénieurs et cadres représentent 11,8 % des salariés contre 13,7 % en 1995. En revanche, la part des

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET LA FORMATION CONTINUE DANS L'INDUSTRIE

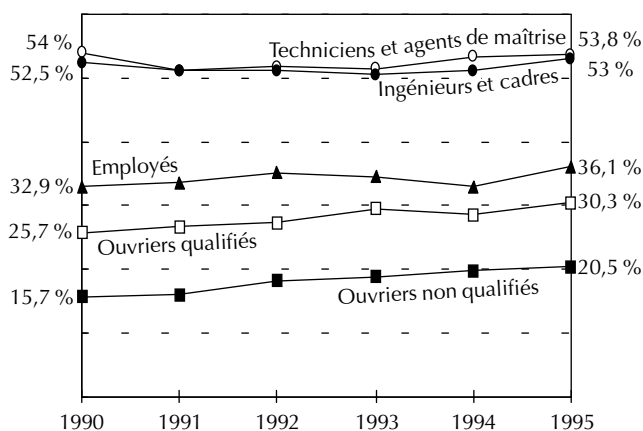
	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Indicateurs économiques et d'emploi						
Nombre de salariés (en milliers)	3 391	3 385	3 271	3 120	3 066	3 072
Valeur ajoutée hors taxe (en millions de francs)	1 160	1 174	1 160	1 122	1 180	1 223
Productivité apparente du travail (en unités produites)	342	347	355	360	385	398
Taux d'investissement (en %)	17,3	16,3	15,6	14,2	13,3	13,8
Indicateurs relatifs au plan de formation						
Taux de participation financière (en %)	3,37	3,44	3,55	3,52	3,50	3,51
Taux d'accès à la formation (en %)	33,1	33,5	34,8	36,0	35,8	37,5
Durée moyenne des formations (en heures)	48	48	46	45	44	40

Source : déclarations fiscales des employeurs n° 24-83, de 1990 à 1995 (exploitation Céreq) et « enquêtes annuelles entreprises », de 1990 à 1995 (SESSI).

RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (en %)



TAUX D'ACCÈS À LA FORMATION PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE



Source : déclarations fiscales des employeurs n° 24-83, de 1990 à 1995.
Exploitation : Céreq.

ouvriers se réduit : de 56,5 % en 1990, elle passe à 52,5 % en 1995. Dans le même temps, la proportion des catégories intermédiaires s'accroît légèrement (cf. tableau ci-contre).

C'est donc avant tout l'emploi ouvrier qui, dans l'industrie, supporte la récession.

Cette déformation de la structure de l'emploi s'accompagne d'une recomposition de l'importance relative des catégories socio-professionnelles dans les politiques de formation. Les taux d'accès à la formation² témoignent de ce phénomène : depuis 1990, il augmente fortement pour les ONQ et les OQ (de respectivement + 31 % et + 18 %) alors qu'il est pratiquement stable pour les ingénieurs (+ 1 %). La période a donc été plutôt favorable à l'accès à la formation des catégories qui ont fait l'objet de mesures de productivité passant par une réduction des effectifs.

Globalement, les effets de la crise sont perceptibles sur le taux de participation financière (TPF) des entreprises, c'est-à-dire le volume de leurs dépenses de formation rapporté à leur masse salariale. Le TPF se réduit en effet à partir de 1992, pris dans un « effet de ciseaux » entre, d'une part, l'augmentation du taux d'accès à la formation et, d'autre part, la réduction de la durée moyenne des formations (cf. tableau page 1).

LES PMI RÉSISTENT MIEUX À LA CRISE

Pour autant, la crise touche les entreprises de manière fort différente selon leur taille (cf. tableau ci-dessous) :

- L'accroissement de la valeur ajoutée des PMI est le double de celui des grandes entreprises (+ 8 % contre + 4 %). En revanche, leur taux d'investissement chute plus fortement que dans les grandes entreprises (- 23 % contre - 19 %).
- Par ailleurs, les PMI ont moins réduit l'emploi (- 6 %) que les grandes entreprises (- 12 %). Ces dernières ayant en fait mené une politique de gains de productivité plus active.

Il n'est donc guère surprenant de constater des oppositions de même nature en matière de formation : entre 1990 et 1995, le taux d'accès à la formation et le TPF augmentent plus rapidement dans les PMI (respectivement de + 35 %

² Taux d'accès à la formation : nombre de stagiaires rapporté au nombre de salariés.

LA FORMATION CONTINUE ET LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES EN FONCTION DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

		PMI de 20 à 499 salariés			Grandes entreprises plus de 500 salariés		
		1990	1993	1995	1990	1993	1995
Taux de participation financière	(en %)	1,86	2,27	2,29	3,17	3,35	3,40
Taux d'accès à la formation	(en %)	18,6	22,7	25,2	48,0	49,0	50,0
Valeur ajoutée hors taxe	(en millions de francs)	412,3	409	445,6	747,7	713,0	777,4
Nombre de salariés	(en milliers)	1 622	1 529	1 523	1 769	1 591	1 549
Productivité apparente du travail	(en unités produites)	254,2	267,8	292,5	422,6	448,1	501,8
Taux d'investissement	(en %)	14,0	10,4	10,8	19,2	16,4	15,5

Source : déclarations fiscales des employeurs n° 24-83, de 1990 à 1995 (exploitation Céreq) et « enquêtes annuelles entreprises », de 1990 à 1995 (SESSI).

et + 23 %) que dans les grandes entreprises (où l'accroissement est respectivement de + 4 % et + 8 %).

Ces évolutions tendent à montrer que la formation a mieux résisté à la réduction globale de l'activité dans les PMI que dans les grandes entreprises.

PEU DE CHANGEMENTS DANS LA HIÉRARCHIE DES SECTEURS

Dans l'ensemble, la hiérarchie des secteurs industriels en matière de formation professionnelle continue est stable. On note toutefois des évolutions contrastées qui modifient quelque peu les écarts entre les secteurs. Ainsi, si l'on observe l'évolution de leur taux d'accès à la formation entre 1990 et 1995 au regard de son niveau en 1990, on distingue quatre profils sectoriels (cf. tableau ci-dessous) :

- Un premier groupe, dit en « maintien », est constitué d'un grand nombre de secteurs dont l'évolution du taux d'accès à la formation est proche de celle de la moyenne de l'industrie. Ces secteurs sont néanmoins très hétérogènes tant du point de vue de leur taux d'accès à la formation que de leur activité.

Ainsi, les industries des *composants* électroniques et électriques sont en croissance à partir de 1993 (accroissement de la valeur ajoutée et du taux d'investissement), tirées par la forte activité de l'industrie des composants électroniques.

À l'opposé, certains secteurs comme l'habillement et le cuir, et le textile ne parviennent toujours pas à enrayer un déclin tendanciel. Ils sont confrontés à de graves difficul-

tés structurelles doublées d'une rentabilité très faible ou nulle, voire négative, la valeur ajoutée ne suffisant pas toujours à couvrir la seule charge des salaires. Ce faisant, l'industrie textile se rapproche du modèle de fonctionnement d'une industrie de process, tandis que le secteur de l'habillement et du cuir doit adopter de nouvelles formes d'organisation du travail réduisant au maximum le délai entre l'offre et la demande pour des séries d'articles dont l'importance est de plus en plus difficile à prévoir (méthode du juste à temps). Ces évolutions se traduisent par un accroissement de la technicité des emplois mais aussi par une forte diminution de leur nombre.

- Le deuxième groupe comporte des secteurs en « repli » : leur taux d'accès à la formation, élevé en 1990, stagne ou progresse peu. Il diminue même fortement dans le secteur de la production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau (passant de 66 % à 50 %) du fait essentiellement de la baisse du nombre de stagiaires (- 19 %) et de l'augmentation de l'emploi (+ 1 %) qui s'accompagne d'une hausse de la productivité apparente du travail (+ 19 %) ainsi que d'un accroissement de la valeur ajoutée (+ 20 %).

Dans ce groupe se trouve également la pharmacie qui associe forte productivité du travail et renouvellement rapide des équipements. Dépendante de l'intervention publique aussi bien en France qu'à l'étranger (réglementations sanitaires, fixation des prix, etc.), la progression de son chiffre d'affaires ralentit nettement en 1994 pour augmenter à nouveau en 1995, tirée par la consommation des ménages.

- Le troisième groupe se caractérise par une logique de

LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS SELON LE NIVEAU ET L'ÉVOLUTION DU TAUX D'ACCÈS À LA FORMATION ENTRE 1990 ET 1995

Évolution du taux d'accès à la formation entre 1990 et 1995	Taux d'accès à la formation en 1990			
	Faible (inférieur à 25 %)	Moyen (entre 25 et 39 %)	Élevé (entre 39 et 60 %)	Très élevé (supérieur à 60 %)
Négatif			REPLI • Pharmacie, parfumerie, entretien • Équipements électriques et électroniques	• Production et distribution de gaz, eau et électricité
Faible (entre 0 et + 6 %)				
Moyen (entre + 6 et + 22 %)	• Équipements du foyer • Industrie textile • Habillement et cuir	• Équipements mécaniques • Ensemble de l'industrie • Métallurgie et transformation des métaux • Chimie, caoutchouc et plastiques • Composants électriques et électroniques	MAINTIEN • Construction navale • Production de combustibles et de carburants	
Élevé (entre + 22 et + 41 %)	• Édition, imprimerie et reproduction	• Produits minéraux	• Automobile	
Très élevé (supérieur à + 41 %)	• Bois et papier	RATTRAPAGE		PROGRESSION

Source : déclarations fiscales des employeurs n° 24-83, de 1990 à 1995. Exploitation : Céreq.

« rattrapage » du taux d'accès à la formation qui, initialement relativement faible ou moyen, augmente fortement de 1990 à 1995.

C'est le cas du secteur du bois et du papier. Secteur dont l'activité tourne néanmoins au ralenti : il est marqué par une chute du taux d'investissement, une hausse de la productivité apparente du travail, mais aussi par une chute de la valeur ajoutée jusqu'en 1993 suivie d'une reprise permettant de rattraper le niveau de 1990. Ceci est essentiellement le fait de l'industrie papetière qui, dominée par quelques grands groupes mondiaux, est confrontée à une grave crise entre 1990 et 1993. L'industrie du bois, principalement de type artisanal et familial, et caractérisée par une atomisation de l'appareil productif, connaît par contre une croissance modérée de 1990 à 1995.

• En nette « progression », l'industrie automobile constitue un cas isolé qui, contrairement aux secteurs en « repli », ne semble pas affecté par un effet de plafonnement de l'effort de formation : bien que déjà relativement élevé en 1990 (près de 40 %), son taux d'accès à la formation s'accroît de + 26 %, soit nettement plus que la moyenne de l'industrie (qui est de + 13 %).

L'industrie automobile se caractérise depuis plusieurs années par un effort d'adaptation très important qui lui a permis d'améliorer fortement sa productivité, ce dans une conjoncture difficile. Après une progression de 12 % en 1994, sa production a en effet diminué de 4,2 % en 1995.

Il est à noter qu'aucun des secteurs « peu ou moyennement formateurs » ne connaît d'évolution faible du taux d'accès à la formation. Ce qui laisse supposer, qu'à terme, on puisse assister à une transformation de la hiérarchie sectorielle due à un effet global de rattrapage des secteurs les plus formateurs par les moins formateurs.

La grande diversité des secteurs constituant chacun de ces quatre profils sectoriels tend à démontrer que la situation de l'emploi, en dégradation profonde et quasi généralisée, et les performances économiques n'apparaissent pas fondamentalement discriminantes quant à l'évolution de l'effort de formation dans l'industrie entre 1990 et 1995.

Pour comprendre ce paradoxe, il faut probablement étudier la façon dont est mobilisée la formation professionnelle continue pour accompagner l'évolution des différentes catégories socioprofessionnelles. Sur ce point, des analyses³ ont montré la dichotomie existante entre industrie de main-d'œuvre et industries capitalistiques. Aujourd'hui, les

secteurs où les évolutions du taux d'accès à la formation sont les plus fortes, comme l'automobile ou l'industrie des composants électriques et électroniques, sont les plus sensibles aux évolutions de l'activité avant tout du fait de la proportion importante de la main-d'œuvre ouvrière. Dans ce contexte, la formation continue apparaît surtout comme un instrument d'accompagnement des modifications de la structure de la main-d'œuvre.

Elyes Bentabet, Christian Zygmunt

BIBLIOGRAPHIE

- *L'industrie française. Édition 1997*, ministère de l'Industrie, collection « Chiffres clés-Référence », 1997.
- « Effets de la crise : réduction des budgets des entreprises pour la formation continue », E. Bentabet, J.-L. Marion, *Bref*, n° 105, Céreq, janvier 1995.
- *La formation professionnelle continue financée par les entreprises. Exploitation des déclarations fiscales des employeurs n° 24.83. Année 1995*, E. Bentabet, Ch. Zygmunt, Document, n° 130, série « Observatoire », Céreq, 1997.
- *La formation professionnelle continue financée par les entreprises. Exploitation des déclarations fiscales des employeurs n° 24.83. Année 1993*, E. Bentabet, Ch. Zygmunt, Document, n° 116, série « Observatoire », Céreq, 1996.

APPARIEMENT DE DONNÉES SUR LA FORMATION CONTINUE ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Les résultats présentés ici sont issus des premiers traitements d'un appariement de deux sources statistiques portant sur la période allant de 1990 à 1995 :

• Les fichiers des déclarations fiscales n° 24-83 relatives à l'effort de formation continue des entreprises. La classification des secteurs d'activité ayant changé en 1993, les données de ces fichiers ont été rétopolées par le Céreq. Afin d'homogénéiser ces données avec celles émanant du Service des statistiques industrielles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI), cette rétopolation porte sur les entreprises de vingt salariés et plus, et a été réalisée sur la base de la nomenclature d'activités française déclinée en 114 secteurs (NAF 114). L'analyse prend donc en considération les industries de l'énergie mais exclut les industries agro-alimentaires.

• Les fichiers de l'Enquête annuelle d'entreprise, dont les données ont été rétopolées par le SESSI sur la base de la NAF 93.

Les analyses réalisées à partir de ces deux sources ont été effectuées sur la base de la NAF 36.

³ Cf. « La formation continue dans l'industrie », J.-L. Dayan, J.-P. Gehin et E. Verdier, *Formation Emploi*, n° 16, La Documentation française, octobre-décembre 1986.